

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1922-1923

COMMISSION DES PÉTITIONS

FEUILLETON AU 14 MARS 1923

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéros d'ordre	Numéros du registre des pétitions.
--------------------	--

1	495.	Le Conseil communal de Quiévrain émet le vœu de voir le Parlement reviser la législation actuelle et de rendre l'autonomie financière relative aux communes et aux provinces.
---	------	---

Mêmes pétitions des Conseils communaux d'Asquillies, Boussu, Wasmès, Angre, Quaregnon, Wasmuel, Dour, Pont-de-Loup, Arquennes, Feluy, Thulin, Rèves, La Hestre, Mellet, Koekelberg, Frameries, Goutroux, Pont-à-Celles, Montigny-sur-Sambre, Jumet, Cuesmes, Souvret, Obaix, Ghlin, Couillet, Châtelet, Fayt-lez-Manage, Forchies-la-Marche, Thiméon, Wagnelée, Hornu, Gouy-lez-Piéton, Lambusart, Familleureux, Bougnies, Bouffloux, Pironchamps, Chapelle-lez-Herlaimont, Elouges, Châte-lineau, Monceau-sur-Sambre.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

2	516.	Le sieur Devos, à Leval demande : 1 ^o un prélèvement sur le capital ; 2 ^o la réduction des charges militaires ; 3 ^o l'application de la journée de huit heures aux entreprises commerciales.
---	------	---

Mêmes pétitions des sieurs Cordier, de Houdeng-Gœgnies ; Martens, de La Louvière ; DUBY et consorts, de La Louvière ; Lorent, de Haine-Saint-Paul ; Pourbaix et Tellier, de Haine-Saint-Pierre ; Detier, de la La Louvière.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

Numéros
d'ordre

Numéros
du registre des
pétitions.

- 3 519. Le Conseil communal de Marchienne-au-Pont émet le vœu de voir le législateur déterminer d'une façon précise l'assiette des taxes communales.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

- 4 523. Le Conseil communal d'Ixelles émet le vœu de voir étudier dans le plus bref délai l'organisation intercommunale d'un service de transports en commun dans l'agglomération bruxelloise.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

- 5 524. Le Conseil communal d'Anderlecht transmet au Sénat copie d'une lettre adressée à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics relative à ses déclarations en séance du 12 décembre 1922.

DÉCISION :

Ordre du jour.

- 6 525. Les sieurs Mestdagh, Franck et consorts demandent au nom de la « Fédération des pensionnés de l'État » (section de Gand), l'allocation d'une indemnité de vie chère pour tous les pensionnés de l'État.

Même pétition des sieurs Dumont et Martin, président et secrétaire des « Pensionnés de Rochefort ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 7 526. Le baron van Zuylen van Nyevelt et A. Lechat, président et secrétaire général de l'Association royale d'anciens officiers et sous-officiers de l'armée belge, émettent le vœu de voir le pouvoir législatif introduire dans le Code pénal une disposition érigeant en infraction les outrages au drapeau national.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du registre des
d'ordre. Numéros des
pétitions.

- 8 527. Les sieurs Adam et Govaerts président et secrétaire de l'Union professionnelle du Département de la Défense nationale (personnel civil) protestent « contre le retard apporté dans les nominations de fin d'année » et insistent « pour que les agents des services extérieurs reçoivent l'avancement normal de manière à sauvegarder les droits acquis au titre d'ancienneté par les règlements de 1913 des services d'intendance et années postérieures pour les autres services ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.

- 9 528. Par pétition datée d'Anvers, le sieur De Ridder, demande au Gouvernement des mesures de protection pour les détenteurs de fonds d'États européens.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 10 529. Les présidents et secrétaires du Syndicat liégeois des fabricants de cigarettes et de la Chambre syndicale des fabricants de tabac de Liège prient le Sénat de s'opposer à ce que les impôts qui grèvent la consommation du tabac soient augmentés.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 11 532. Par pétition datée de Louvain, le sieur Meuter se plaint d'un déni de justice.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- 12 534. Le Conseil communal de Montignies-Saint-Christophe proteste contre le refus d'approbation des taxes établies par les communes sur les chevaux et les bovidés.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

13 535. Les sieurs Van Brussel et Boulanger, président et secrétaire du cercle de libre-pensée « La Raison », de Louvain, demandent l'abolition de tous décrets et règlements qui obligent les militaires à rendre les honneurs aux cérémonies d'un culte ou à leurs représentants.

Mêmes pétitions du sieur Pinjaer, secrétaire de l'association « Les Solidaires » de Bruxelles ; du sieur Albert, secrétaire de la « Fédération provinciale liégeoise des groupes de libre-pensée ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.

14 541. Le sieur Meernhout, détenu à la prison secondaire de Gand, s'adresse itérativement au Sénat pour obtenir sa mise en liberté provisoire en vue de la revision de son procès.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

15 544. Le sieur Luyckx, secrétaire du « Vlaamsche Toeristenbond », demande le rétablissement de l'heure d'été.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

16 545. Les sieurs Vanderheyden et Teblick, président et secrétaire du « Middenstandsbond Nering en Ambacht » d'Anvers, fixent l'attention du Sénat sur certaines pratiques commerciales dont ils voudraient qu'il fut tenu compte par une commission chargée de rechercher des moyens de répression de la vente des denrées à prix usuraire.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

17

547.

Le Conseil communal de Spa émet le vœu de voir maintenir le 4^e régiment de lanciers en garnison en cette ville.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.

18

548

La dame Nachtergael, d'Houdeng-Goegnies, émet des vœux en faveur de la prohibition totale de l'alcool.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Le Président,
H. LAFONTAINE.